

## Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

## Centre Communal d'Action Sociale - Présentation des activités 2022

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'objet de cette délibération est d'effectuer une présentation des politiques sociales et médico-sociales du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) impulsées à partir de la subvention de la Ville de Montpellier, attribuée chaque année lors du vote du budget, à hauteur de **13 050 000 € en 2022**. En organisant ce débat, ayant vocation à être renouvelé chaque année, l'objectif est de permettre au Conseil municipal de s'approprier l'activité du CCAS et d'intervenir sur ses orientations.

Avec cette subvention de la Ville, le CCAS réalise 47 500 000 € d'activité (fonctionnement) et 11 250 000 € d'investissement et ce, en mobilisant les compétences légales des institutions partenaires et différentes autorités de tarification. En effet, si la Mairie de Montpellier reste le principal financeur avec 27,5%, l'Etat (Agence Régionale de Santé (ARS) et Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) notamment) finance 26 % de ces activités, le Conseil départemental 15,7 %, les usagers 19,5 % (prestations de services – Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD), Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD), Service d'Aide à Domicile (SAD)...) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) 0,5%.

Le CCAS est un établissement public communal placé sous la présidence du Maire et dirigé par un Conseil d'administration composé du Président, de 8 élus représentants du Conseil municipal et de 8 représentants d'associations ou de personnes qualifiées œuvrant dans le domaine social. Fort de 800 agents publics, qui se sont fortement mobilisés durant les deux années de crise sanitaire, le CCAS est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;
- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants ;
- Des actions innovantes en matière d'insertion sociale et de lutte contre la fracture numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

La présentation de l'activité du CCAS s'organise autour des axes suivants :

1. Garantir un accueil inconditionnel à toutes et tous ;
2. Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social autour de l'emploi, la fracture numérique, l'isolement social, le budget et la santé ;
3. Permettre aux aînés de « bien-vieillir » ;
4. Accompagner des publics spécifiques : pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

A la fin de chacune des thématiques, il sera fait référence aux inflexions et initiatives nouvelles qui insèrent le CCAS dans la construction du bouclier social.

## **1. GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL A TOUTES ET TOUS**

Le CCAS accueille de manière inconditionnelle les Montpelliéraines et Montpelliérains. Situé dans le quartier Port Marianne, il dispose également d'une antenne généraliste dans le quartier de la Mosson, qui déménagera en septembre 2022 au sein de l'Espace Gisèle-Halimi.

**En 2021, 55 436 passages soit 219/jour (154/jour au siège et 65/jours à Mosson) ont été enregistrées ainsi que 55 500 contacts téléphoniques.**

Les équipes sociales veillent à identifier les besoins de chacun afin d'orienter, d'accompagner les demandes vers les institutions compétentes et d'assurer une aide subsidiaire le cas échéant.

Elles proposent :

- Une domiciliation postale aux personnes qui ne disposent pas d'une adresse afin qu'elles puissent recevoir et consulter leur courrier de manière régulière et confidentielle (**4 790 domiciliés en 2021**) ;
- Une aide aux démarches administratives ;
- Un accompagnement social direct ou indirect, jusqu'à ce la personne puisse bénéficier de ses droits, avec le Point Information Orientation (PIO) et les espaces numériques ;
- Une aide au maintien ou à l'installation dans le logement ;
- Un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : le SLIME.

A ces missions sans cesse adaptées aux besoins de la population bénéficiaire, depuis 2021, a été adjoint une nouvelle mission, la mission « Aller vers ». Cette mission, initiée par le CCAS, est assurée par **2 travailleurs sociaux** dans le cadre d'un contrat de projet et se déploie selon deux axes :

- La résorption des squats : à l'issue d'une première expérience réussie d'évacuation concertée et préparée avec les occupants du squat Luttopia soutenue par l'Etat, le CCAS a souhaité poursuivre son engagement volontariste sur deux squats Court-circuit et Marie-Caizergues ;
- L'accompagnement vers l'accès aux droits des publics ayant recours aux distributions alimentaires des associations telles que la Table d'Anouk, l'Association Humanitaire de Montpellier ou la distribution du Camion du Cœur des Restos du Cœur : les deux travailleurs sociaux ont mis en place des Points Information Orientation, sur le même modèle que réalisés dans les locaux CCAS. Ainsi, du 4 octobre au 24 décembre 2021, **41 permanences** se sont tenues sur les lieux de distribution générant **139 rencontres**.

**Les perspectives de cet accompagnement en 2022** : articuler les actions mises en œuvre pour s'adapter au public et aux acteurs déjà présents et proposer au cas par cas un appui à l'existant ou un accompagnement renforcé à moyen terme. Les réflexions engagées avec le Département, l'Etat et la CAF autour du Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité (PASIP) permettent d'intégrer ces engagements dans une nouvelle gouvernance de l'action sociale et ainsi dans une synergie constructive des acteurs institutionnels et de la société civile.

## **2. PROPOSER UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DANS UN TIERS-LIEU SOCIAL ET NUMERIQUE**

Depuis 2018, le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS) est le premier tiers-lieu social et numérique de Montpellier créé POUR les citoyens et évoluant PAR eux, grâce à leur expertise d'usage. Il constitue un espace collaboratif de mixité sociale favorisant les échanges entre des personnes issues de quartiers hétérogènes.

Il propose aux publics du CCAS un parcours complet d'inclusion sociale et professionnelle à travers un accompagnement global décliné en 4 thématiques :

**A - Favoriser le retour à l'emploi à travers plusieurs dispositifs – 650 personnes accompagnées** dans l'année dans le cadre d'un partenariat avec Pôle Emploi :

- Le dispositif Unis'Vers ;
- Un chantier d'insertion sur des métiers en tension au CCAS ;
- Des contrats aidés (Parcours Emploi Compétences) pour devenir aide-soignant et intégrer l'un des EHPAD, tout en préparant l'entrée à l'école d'aide-soignant) ;

**B - Lutter contre la fracture numérique et l'isolement social – 8 000 personnes accompagnées** par an. A ce titre, le CEIS est labellisé Fabrique numérique de territoire et a bénéficié du recrutement de 2 conseillers numériques en lien avec le dispositif Territoire d'Accueil pour un Numérique Inclusif (TANI) ;

**C - Mieux gérer son budget – 900 personnes suivies.** Le CEIS est labellisé Point Conseil Budget :

- Bénéficier d'un suivi individuel et participer à des ateliers collectifs ;
- Etre accompagné en cas de surendettement ou pour financer un projet professionnel et/ou social avec un micro-crédit ;

**D - Se maintenir en bonne santé – 1 700 personnes suivies.** Le CEIS est en partenariat avec le Conseil départemental de l'Hérault :

- Participer à des ateliers collectifs et thématiques ouverts à tous ;
- Etre accompagné pour accéder aux droits liés à la santé (en tant que bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA)).

**Pour 2022, un accompagnement est proposé aux personnes bénéficiaires de la protection internationale dans le cadre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR).** Signé fin 2021 entre la Ville et l'Etat, ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser l'intégration de ces publics. Dans ce cadre, le CEIS met en œuvre un **parcours Unis'Vers Réfugiés** qui propose un accompagnement global suivi d'une mise en parcours de professionnalisation grâce à un appui socioprofessionnel individualisé, ciblé et renforcé pour avoir une expérience et faire le lien avec le dispositif « promesse d'embauche » porté par l'association Forum Réfugiés.

Implanté stratégiquement au cœur de la ville, à la frontière entre les Arceaux et Figuerolles, le CEIS va être reconstruit et rouvrira ses portes en 2024. Une épicerie sociale et solidaire et l'extension d'une cuisine pédagogique lui permettront de s'inscrire le CEIS dans les politiques d'aide alimentaire.

### **3. PERMETTRE AUX AINÉS DE « BIEN VIEILLIR »**

Les actions auprès des aînés ont toujours eu une place particulière au sein des politiques publiques du CCAS qui sera réaffirmée et renforcée.

**A. Accompagner les seniors dans leurs démarches administratives :** dossier de retraite, demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie, couverture santé, carte de transport, entrée en EHPAD ;

**B. Maintenir la personne à son domicile :**

- Un Service d'Aide à Domicile pour permettre de rester autonome en bénéficiant d'une aide pour les courses et le ménage ;
- Un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) pour bénéficier de soins d'hygiène et infirmiers quotidiens.

Les nouvelles orientations gouvernementales instaurent la création de services Autonomie à domicile à travers **la fusion des SSIAD et des SAD**. Il semble indispensable à côté de ce nouveau dispositif de créer un service renforcé du lien social qui se préoccupe des seniors les plus isolés.

**C. Lutter contre l'isolement des seniors et prévenir la perte d'autonomie :**

- **17 Clubs de l'Age d'Or :** ces clubs restés fermés durant les périodes de confinement, sont actuellement au centre d'une réflexion sur l'ensemble de leur projet pédagogique. Outils formidables de socialité des personnes âgées, ils représentent une richesse précieuse en maintenant leurs **6 700 adhérents** en activité autour d'actions culturelles, sportives, de solidarité (Téléthon) et de loisirs. **Pour 2022**, il est prévu d'harmoniser la dénomination des clubs, de les informatiser et de relancer les sorties et voyages après 2 années contraintes par la Covid-19 ;
- La tenue à jour du registre des personnes fragiles et isolées recense et veille sur les personnes vulnérables inscrite sur ce registre communal.

**Projet 2022 : Un quartier solidaire pour nos aînés :** Le CCAS lance un projet solidaire expérimental en faveur des aînés. Au sein des quartiers Lemasson et Croix d'Argent, les habitants et les acteurs du quartier sont appelés à se mobiliser en signalant au CCAS les seniors en situation d'isolement ou ayant besoin d'accompagnement. Cette expérimentation vise à créer une mobilisation solidaire autour de l'isolement des aînés et à retisser du lien social.

**D. Héberger dans 7 EHPAD en favorisant le lien social**

Le CCAS gère **7 EHPAD représentant 561 lits dont 58 en secteur protégé** et dans lesquels interviennent **380 professionnels**.

Les EHPAD ont subi le confinement et ont traversé cette période difficile grâce à une très forte mobilisation de leurs personnels. Les EHPAD sont ouverts sur le quartier pour favoriser la mixité sociale, notamment grâce aux tables d'hôtes et aux colocations étudiantes proposées à 20 étudiants dans 5 EHPAD. De nombreuses actions sont mises en place afin que les résidents puissent participer à la vie de la cité au travers de manifestations culturelles et sportives impliquant différentes structures de la Ville de Montpellier (Opéra, Orchestre, Conservatoire, théâtres...).

**En 2022**, la 3<sup>ème</sup> édition de « Dis-moi l'histoire », projet de médiation culturelle du Collectif Le Baril, sera proposée aux résidents des EHPAD Montpelliéret et Simone-Gillet-Demangel et aux lycéens de Georges-Clémenceau et Jules-Ferry.

#### **4. ACCOMPAGNER DES PUBLICS SPECIFIQUES**

##### **A. Le Programme de Réussite Educative (PRE)**

Dans le cadre de la politique de la Ville et pour garantir l'égalité des chances dès le plus jeune âge, le CCAS gère le PRE. Celui-ci a vocation à structurer et à renforcer le partenariat avec l'Ecole. **Actuellement, 1013 enfants** sont pris en charge dont **847** ont bénéficié d'un parcours individualisé. Des actions partenariales sont menées avec **55 établissements scolaires**. Le PRE compte une équipe composée de 14 professionnels, agents du CCAS, dont **7 recrutés en 2021**.

##### **B. Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Elisabeth-Bouissonade aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants**

Depuis plus de 40 ans, le CCAS est fortement engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes et leurs enfants au travers le CHRS Elisabeth-Bouissonade. Les équipes du CCAS proposent une aide et une orientation, un soutien psychologique et éducatif, un accès aux droits et un accompagnement dans les démarches, un soutien dans la recherche d'hébergement, en partenariat avec les services sociaux.

**En 2021, 1565 appels** ont été traités par la plateforme d'écoute téléphonique, **244 personnes** ont été reçues au Service d'Accueil et d'Orientation (SAO), **233 femmes et 69 enfants** ont été reçus et suivis en accueil de jour. **124 personnes** sont hébergées en CHRS et Urgence. **81 personnes** ont bénéficié des dispositifs logements adaptés.

**Dans le futur, le SAO et l'accueil de jour devraient intégrer les nouveaux locaux du CEIS et les dispositifs de logements adaptés devraient être diversifiés et augmentés.**

#### **PERSPECTIVES GENERALES :**

Au-delà de l'indispensable accueil des réfugiés ukrainiens qui va mobiliser le CCAS dans les mois à venir, de nouveaux projets sont à l'étude pour répondre à l'urgence et renforcer le bouclier social au service des Montpelliéraines et des Montpelliérains :

- La création d'une plateforme regroupant tous les services intervenant autour des violences faites aux femmes et de la prise en charge des enfants ayant subi un traumatisme : elle devrait être localisé sur le site de Marie-Caizergues, une fois que l'établissement actuel (Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS)) aura avancé dans la redéfinition de son projet pédagogique global ;
- La poursuite du repositionnement des clubs de l'âge d'or comme des lieux de prévention et de lutte contre l'isolement ;
- Le rapprochement avec l'ensemble du dispositif d'hébergement d'urgence de l'Etat et notamment la création d'une résidence sociale dans un ancien hôtel ;
- La création d'un dispositif pour alléger la charge mentale des femmes seules avec enfants et apporter des solutions concrètes aux difficultés spécifiques qu'elles rencontrent ;
- La concrétisation du projet de mutuelle communale, en cours d'élaboration ;

- Le renforcement de l'évolution des EHPAD en lieux de vie territorialisés, projet déjà initié et notamment mis en œuvre à partir des ouvertures culturelles et sociales qui s'y déroulent ;
- La reconstruction de l'EHPAD Montpelliéret sur le site du legs GUIRAUD sera l'occasion de franchir un pas supplémentaire dans l'ouverture d'une résidence plateforme de services pour les habitants du quartier et l'articulation d'une crèche à l'EHPAD ;
- La restructuration complète de l'EHPAD les Aubes participera du même objectif de faire de chaque EHPAD un lieu de vie ouvert sur son territoire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du programme des engagements 2022 du Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du programme des engagements 2022 du Centre Communal d'Action Sociale.

**Fait à Montpellier, le 7 avril 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 avril 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220329-186427-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/04/22  
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.